



Renaud MARIS

Expert-comptable – Commissaire aux comptes

**Centre Régional de Coordination des
Dépistages des Cancers
Sud PACA**

Exercice clos le
31 DECEMBRE 2024

* * *

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Messieurs les membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre présidente en date 26 novembre 2019 et ratifiée par votre assemblée générale le 15 juin 2020, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers SUD PACA, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'actionnaire unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Meyreuil, le 15 avril 2025

Renaud MARIS
Commissaire aux comptes

Renaud MARIS
COMMISSAIRE AUX COMPTES
P.A. Sainte Victoire
Le Canet
 13590 MEYREUIL
 Tél. 04 42 65 97 04 - Fax 04 42 65 86 50
 E-mail: renaud.maris@wanadoo.fr

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le				Exercice précédent	
	31/12/2024				31/12/2023	
	(12 mois)				(12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	314 489	306 063	8 426	0,31	2 593	0,10
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	46 012	46 012				
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels	591 175	568 364	22 811	0,63	9 759	0,38
Autres immobilisations corporelles	944 129	836 339	107 790	3,90	127 496	4,74
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes					16 818	0,63
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
Participations et Créances rattachées						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres	62 177		62 177	2,25	59 998	2,22
TOTAL (I)	1 957 982	1 756 777	201 204	7,28	216 653	8,06
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes	1 131		1 131	0,04	355	0,01
Créances						
Créances clients, usagers et comptes rattachés					164 204	0,11
Créances reçues par legs ou donations						
Autres	179 946		179 946	8,52	467 705	17,30
Valeurs mobilières de placement	1 987 416		1 987 415	11,96	1 542 163	67,32
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	288 160		288 160	10,43	187 096	6,95
Charges constatées d'avance	104 088		104 088	3,77	112 326	4,17
TOTAL (II)	2 560 740		2 560 740	92,72	2 473 850	81,95
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 518 721	1 756 777	2 761 944	100,00	2 690 513	100,00

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres	836 837	30,30	836 837	31,10
Report à nouveau	305 039	11,01	2 510 359	99,30
Excédent ou déficit de l'exercice	412 738	14,94	-2 205 320	-81,66
Situation nette (sous total)	1 554 614	56,25	1 141 876	42,44
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	10 010	0,38	15 415	0,57
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	1 564 624	56,63	1 157 291	43,01
FONDS REPORTEES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	152 245	6,51	192 098	7,14
TOTAL (II)	152 245	6,51	192 098	7,14
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	340 588	12,33	299 077	11,12
TOTAL (III)	340 588	12,33	299 077	11,12
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			8 187	0,30
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	194 876	7,88	550 222	20,45
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	509 610	18,15	483 639	17,88
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL (IV)	704 486	25,51	1 042 049	38,73
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 761 944	100,00	2 690 513	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
- Ventes de biens				
- dont ventes de dons en nature				
- Ventes de prestations de services	546 758	632 274	-85 518	-13,52
- dont parrainages				
Produits de tiers financeurs	5 189 903	4 304 538	885 365	20,57
- Concours publics et subventions d'exploitation				
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable				
- Ressources liées à la générosité du public				
- Dons manuels				
- Mécénats				
- Legs, donations et assurances-vie				
- Contributions financières				
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges	65 350	87 670	-22 320	-25,45
Utilisations des fonds dédiés	139 851	532 528	-392 677	-13,73
Autres produits	61 408	48 437	12 971	26,78
Total des produits d'exploitation (I)	6 003 268	5 605 447	397 821	7,10
CHARGES D'EXPLOITATION:				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	2 492 493	4 804 043	-2 311 550	-48,11
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	199 014	194 236	4 778	2,46
Salaires et traitements	1 843 091	1 823 794	19 297	1,06
Charges sociales	813 994	722 212	91 782	12,71
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	58 703	66 449	-7 746	-11,65
Dotations aux provisions	41 511	62 609	-21 098	-33,69
Reportis en fonds dédiés	100 000	150 000	-50 000	-33,32
Autres charges	7	9	-2	-22,21
Total des charges d'exploitation (II)	5 548 813	7 823 352	-2 274 539	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	454 454	-2 217 905	2 672 359	120,19
PRODUITS FINANCIERS:				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	5 252	7 264	-2 012	-27,69
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	5 252	7 264	-2 012	-27,69
CHARGES FINANCIERES:				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées	20	84	-64	-78,10
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
Total des charges financières (IV)	20	84	-64	-78,10
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	5 231	7 180	-1 949	-27,13

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)	459 686	-2 210 725	2 670 411	120,79
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion	648		648	N/S
Sur opérations en capital	5 405	5 405		0,00
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	6 053	5 405	648	11,01
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	53 000		53 000	N/S
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	53 000		53 000	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-46 947	5 405	-52 352	-968,57
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	6 014 572	5 616 116	398 456	7,06
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	5 601 834	7 823 436	-2 221 602	-26,38
EXCEDENT OU DEFICIT	412 738	-2 205 320	2 618 058	638,72

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature	273	426		
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL	273	426		
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services	273	426		
Prestations				
Personnel bénévole				
TOTAL	273	426		

Annexes

PREAMBULE

L'association CRCDC est issu de la réunion de cinq associations départementale :

- ARCADES pour les Bouches du Rhône
- APREMAS pour les Alpes Maritimes
- ADCA 84 pour le Vaucluse
- ISIS pour le Var
- ADOC 04-05 pour les Hautes Alpes et les Alpes de Haute Provence

L'ensemble de ces associations a été dissout au 31/12/2018. Leur patrimoine a été apporté afin de créer l'association régionale CRCDC.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2.791.944 E.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 412.738 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 03/04/2025 par les dirigeants.



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Annexes (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 1 957 981 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	357 102	8 700	5 302	360 500
Immobilisations corporelles	1 519 229	49 183	16 289	1 535 304
Immobilisations financières	59 998	2 179		62 177
TOTAL	1 936 329	60 062	21 591	1 957 981

Amortissements et provisions d'actif = 1 756 778 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	354 510	2 867	5 302	352 075
Immobilisations corporelles	1 365 156	55 836	16 289	1 404 703
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	1 719 666	58 703	21 591	1 756 778

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Concessions et droit similaire	314 489	306 063	8 426	1 à 3 ans
Autres immo incorporelles	46 012	46 012		1 à 3 ans
Matériel industriel négatoscope	591 175	568 364	22 811	4 à 5 ans
Install générales,agencements	349 057	281 130	67 927	3 à 10 ans
Matériel bureau,informatique	442 070	407 109	34 961	2 à 5 ans
Mobilier	153 002	148 100	4 902	3 à 10 ans
TOTAL	1 895 805	1 756 778	139 027	

Etat des créances = 347 342 E

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	62 177		62 177
Actif circulant & charges d'avance	285 165	285 165	
TOTAL	347 342	285 165	62 177

Provisions pour dépréciation = 0 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	utilisées	non utilisées	A la clôture
Stocks et en-cours					
Comptes de tiers	0		0		0
Comptes financiers					
TOTAL	0		0		

Produits à recevoir par postes du bilan = 89 E

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	89
Disponibilités	
TOTAL	89

Charges constatées d'avance = 104 088 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Annexes (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Provisions = 340 588 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions réalementées					
Provisions pour risques	299 077	41 511			340 588
TOTAL	299 077	41 511			340 588

Etat des dettes = 704 486 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	194 876	194 876		
Dettes fiscales & sociales	509 610	509 610		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	704 486	704 486		

Charges à payer par postes du bilan = 577 866 E

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	71 256
Dettes fiscales & sociales	509 610
Autres dettes	
TOTAL	577 866



Annexes (suite)**NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Ventilation du chiffre d'affaires = 546 756 E**

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Produits des activités annexes	546 756	100,00 %
TOTAL	546 756	100.00 %

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Accroissements et allègements	Montant	Impôts
Accroissements		
Provisions réglementées		
Subventions à réintégrer au résultat		
Allègements		
Provis. non deduct. l'année de dotat.		
Total des déficits exploit. Reportables		
Total des amortissements différés		
Total des moins-values à long terme		
TOTAL		

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.

On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

Annexes (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Honoraires des Commissaires Aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	10 800
TOTAL	10 800

Eléments significatifs postérieurs à la clôture

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

Reprise des subventions d'investissement initiales non reprise - compte 10230000

Lors de la création de l'association, celle-ci a hérité de l'ensemble du patrimoine des anciennes entités départementale. Dans ces comptes il figurait des subventions d'investissements devant être amorties sur plusieurs exercices. Celles-ci n'avaient jamais été amorties. Le total d'un montant de 327 065 € a été intégré au compte 102300 - fond associatif en 2019. Comme le préconise l'ANC nous avons réaffecté cette somme en compte de report à nouveau (compte 110000).

Variation des fonds associatifs et des fonds dédiés

compte	libellé	01/01/2024	AUG	DIM	31/12/2024
10600000	FONDS DE DOTATION	836 837			836 837
11000000	REPORT A NOUVEAU	2 510 359		2 205 320	305 039
		3 347 196		2 205 320	1 141 876

compte	libellé	01/01/2024	AUG	DIM	31/12/2024
19400030	FONDS DEDIES COLON				
19400060	FONDS DEDIES REG COM	153 400,42	100 000,00	130 209,66	123 190,76
19450000	FONDS DEDIES MYPEBS	9 054,04			9 054,04
19480000	FONDS DEDIES COL				
19440000	DECODE	20 000,00			20 000,00
19460000	MAMOSCREEM	9 641,16		9 641,16	
		192 095,62	100 000,00	139 850,82	152 244,80

Le Centre Mammoscreem enregistre une reprise sur fonds dédiés de 9,6 KEUR correspondant à la consommation de l'exercice.

Concernant la Communication, les fonds dédiés ont été repris à hauteur de 130 KEUR se détaillant comme suit :

- 3 KEUR au titre de 2020 ;
- 127 KEUR au titre de 2023.

Au titre de l'exercice 2024, la subvention Communication 2024 n'a pas été consommée sur l'exercice et donc constatée intégralement en fonds dédiés à hauteur de 100 KEUR.

Les subventions Decode 2021 et MyPebs 2020 demeurent en fonds dédiés à hauteur respectivement de 20 KEUR et 9 KEUR car ils n'ont pas été consommés au 31/12/2024.

Engagements de retraites

Les engagements de fin de carrière ont fait l'objet d'une comptabilisation pour un montant de 340 588 €. Les engagements sont calculés selon la méthode rétrospective avec les hypothèses suivantes :

Départ à la retraite 60 -67 ans

Taux d'actualisation : 3.35 %

Revalorisation des salaires : 2 %

Charges sociales CADRES 45% - NON CADRE 40%

Annexes (suite)**DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE**

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 89 E

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
Fournisseurs avoirs à recevoir (40980000)	
Produits à recevoir (46870000)	89
TOTAL	89

Charges constatées d'avance = 104 088 E

Charges constatées d'avance	Montant
Charges constatées d'avances (48600000)	104 088
TOTAL	104 088

Charges à payer = 304 071 E

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Factures à recevoir/fournisseur (40810000)	71 256
TOTAL	71 256

Dettes fiscales et sociales	Montant
Provisions pour congés payés (42820000)	148 633
Charges sociales/congés payés (43820000)	84 182
TOTAL	232 815